

8 Société et Culture

Éducation / Plus d'une semaine après le lancement de la grève

Le Sena ne décolère pas

F.B.E.M

Libreville/Gabon

PLUS d'une semaine après le lancement de leur grève dans l'ensemble du pays, les enseignants du Syndicat de l'Éducation nationale (Sena) ne sont toujours pas prêts à regagner les classes. Ils ont réaffirmé le maintien de la grève, au sortir d'une assemblée générale tenue, hier, à leur siège de la Peyrie, à Libreville. Pour eux, les revendications qu'ils ont soumises à leur tutelle "restent entières". Celles-ci portent, rappelons-le, sur la construction de salles de classes, le paiement des primes financières, la sup-

pression de l'Approche par compétence de base (APC), le rejet de la transformation des établissements primaires en secondaires, le rejet du double flux, l'organisation du concours interne d'entrée à l'École nationale supérieure (ENS), etc.

« Le lundi qui suivait notre décision d'entrer en grève, nous avons immédiatement déposé le procès-verbal de l'assemblée générale au ministère de l'Éducation nationale, et une copie au ministère de la Fonction publique pour information. Depuis ce temps, jusqu'à maintenant, aucun retour. On ne sait pas s'ils cherchent des solutions à nos problèmes, ou si c'est une



Photo : F.B.E.M

Le bureau du Sena, lors de l'assemblée générale d'hier.

manière de dire qu'ils sont incapables de les résoudre», a déploré, Fridolin Mve Messa, secrétaire général dudit syndicat, au sortir de l'"AG".

Un silence auquel s'ajoute le fait que leur tutelle poursuit le dépouillement des

écoles primaires au bénéfice de l'enseignement secondaire. En effet, soutient, M. Mve Messa, en dehors des trois écoles officiellement transformées en collèges à Libreville, pour cette année scolaire, bien d'autres cas existent. Et de

prendre l'exemple "du bâtiment en étage de l'école publique de Nzeng-Ayong II", qui serait désormais destiné à accueillir les élèves de 6e. Une information que nous n'avons néanmoins pas pu vérifier. En ce qui concerne le double flux, où les cours à mi-temps, les syndicalistes ont jugé que cette mesure ramènerait de 8h à 4 heures 30 minutes les heures de cours d'un élève par jour. Soit une perte qui ne permettrait pas d'atteindre le volume horaire requis en fin d'année scolaire. Par ailleurs, le Sena a fustigé la décision attribuée au ministère de l'Éducation nationale de demander aux responsables d'établisse-

ments de procéder à « des évaluations diagnostiques des élèves dès aujourd'hui (hier, ndlr). Lesquelles évaluations seront comptabilisées pour le premier trimestre.»

Et le responsable syndical de conclure : « aucune solution ne se profilant à l'horizon, les enseignants ont unanimement dit qu'ils ne peuvent pas parler de retour en classe.»

Notons, par ailleurs, que la Convention nationale des syndicats du secteur éducation (Conasysed), l'autre grand syndicat de l'éducation, observe également une grève d'avertissement de deux semaines qui court jusqu'au week-end prochain.

Point de vue

Pourquoi l'école doit revenir au cœur de la République ?

Brice LACCRUCHE ALIHANGA *

Libreville/ Gabon

IL n'y a pas d'égalité des chances, sans éducation. Pour réussir l'égalité des chances au Gabon – comme partout ailleurs en Afrique –, il faut donc d'abord réussir dans le domaine de l'éducation, qui doit être la priorité absolue des pouvoirs publics, mais aussi l'affaire de tous les citoyens. Or, il y a urgence. Dans l'idéal, l'école devrait être le creuset de l'excellence républicaine et de la promotion sociale. Mais en réalité, c'est l'inverse. L'école remplit imparfaitement sa mission d'éducation et amplifie fortement les inégalités sociales. Elle souffre aujourd'hui d'un mal profond dont voici deux symptômes parmi de nombreux autres. Les grèves, qui entraînent la suspension des cours, sont devenues récurrentes chaque année, pénalisant ainsi des cohortes d'élèves. Quant au culte des statistiques, il entraîne une baisse de l'exigence académique. L'important n'est ainsi plus d'éduquer et de former mais d'afficher des chiffres flatteurs. Quand le ministre de l'Éducation nationale et de l'Éducation civique, déclare dans un entretien que « pour minimiser le redoublement et le décrochage scolaire, [il est envisagé] de revoir les coefficients très élevés en français et en mathématiques », il y a de quoi être sceptique, au minimum. Corollaire de ce mal-être de l'école gabonaise : la crise de l'exemplarité et de l'incivisme. Le respect et la considération que les élèves avaient jadis pour leurs enseignants a disparu, laissant place à un manque total de respect quand il ne s'agit pas d'indiscipline caractérisée. Il faut combattre vigoureusement et punir sévèrement ces comportements déviants qui minent l'autorité. Il faut dire aussi qu'en multipliant les grèves et les revendications, le corps enseignant brouille son propre message et perd toute crédibilité aux yeux des élèves qui voient en leurs professeurs des activistes permanents. Comment enseigner aux enfants l'assiduité et le sérieux quand, à chaque rentrée et plusieurs fois dans l'année, les enseignants eux-mêmes font l'école buissonnière et organisent des sit-in bruyants dans le seul but d'obtenir des primes de performance qu'ils n'ont à l'évidence pas réalisées à en juger par les résultats

aux examens nationaux.

Dans la relance de la machine éducative et de l'ascenseur social, l'État devrait en bonne logique jouer un rôle prépondérant. Or, en dépit de quelques initiatives louables, il ne remplit plus sa fonction. Il semble à la fois paralysé et débordé. Quelques chiffres suffisent à résumer le malaise scolaire au Gabon. En 2016, le taux de réussite au 1er tour du baccalauréat était d'à peine 14,61 % dans l'enseignement général et de 15,12 % seulement dans l'enseignement technique. Des chiffres nettement en deçà de la moyenne générale enregistrée ailleurs en Afrique francophone et très loin derrière le Rwanda, qui fait figure de bon élève avec un taux d'admis en 2016 de 86,5 % dans les sections générales et de 77,2 % dans les filières technologiques.

AGIR COLLECTIVEMENT * Une thérapie de choc s'impose. Mais les réformes qui pourraient lui redonner vigueur ne sont toujours pas mises en œuvre. Ainsi en va-t-il de l'établissement d'une véritable carte scolaire pour éviter aux enfants et aux parents de quitter leur domicile souvent à 5 heures du matin pour se rendre dans des établissements parfois situés à l'autre bout de la ville. C'est le cas également de la nécessaire sanctuarisation du budget de l'éducation raboté chaque année, de l'implantation de l'enseignement technique dans tous les lycées du pays ou de la création de filières techniques d'excellence afin d'assurer une meilleure adéquation entre l'offre de formation et les besoins réels sur le marché de l'emploi.

L'éducation de nos enfants est un sujet trop important pour céder au fatalisme. Ne baissons pas les bras, retrouvons-nous les manches. Plusieurs initiatives fortes devraient ainsi rapidement être prises. Entre autres priorités, l'État devrait favoriser la création et la réfection d'établissements du primaire et du secondaire. A cette fin, un investissement de 100 milliards de F CFA par an durant cinq ans, financé principalement mais pas exclusivement par la réduction du train de vie de l'État, serait opportun. Ce ne sont pas quelques tables-bancs achetés à la veille de la rentrée qui permettront de lutter contre la surpopulation scolaire que connaissent les grandes agglomérations gabonaises.

Dans le même temps, cessons d'ache-

ter chaque année un nouveau 4x4 rutilant aux pontes de notre administration. Nous ferions ainsi de substantielles économies à réinjecter en priorité dans nos établissements scolaires.

Autre proposition : en vue de revaloriser le statut d'enseignant sur l'ensemble du territoire, pourquoi ne pas investir 10 milliards de F CFA par an pendant 5 ans dans la réfection des logements des enseignants en province afin de lutter contre les déserts scolaires, fuis par les professeurs ? A l'évidence, un véritable plan Marshall pour l'Éducation nationale, qui impliquerait une mobilisation sans précédent de moyens, de ressources humaines et matérielles, est indispensable au Gabon.

Mais en matière d'éducation comme ailleurs, l'État, même remis sur la bonne voie, ne peut pas tout. La société doit donc venir en renfort. Et vite. Car il y a urgence à agir collectivement pour sauver l'école républicaine, universelle et obligatoire. La société gabonaise ne doit plus être le spectateur résigné du dialogue de sourd entre les syndicats – et leurs sempiternelles doléances – et le gouvernement – qui y répond par des arguties budgétaires – qui monopolisent le débat sur la question scolaire. L'implication de tous les acteurs est indispensable afin de créer un choc de confiance et enrayer la spirale de l'échec à l'œuvre depuis vingt ans.

UN NOUVEAU CONTRAT SOCIAL * A commencer par les élus locaux qui doivent y jouer un rôle prépondérant et en faire l'une de leur priorité, au même titre que la propriété ou l'état des routes. L'école est en effet l'institution de proximité par excellence. Les maires d'arrondissement devraient ainsi disposer de pouvoirs étendus en la matière, d'un budget suffisant et dédié d'un conseiller municipal à ce sujet exclusif.

A leurs côtés, la société civile y a elle aussi toute sa place. Qu'il s'agisse des parents, des entreprises, des confessions religieuses et des « simples » citoyens, regroupés ou non en associations. C'est cette prise de conscience qui a motivé le lancement par l'AJEV des « Volontaires de l'Éducation ».

Ce programme consiste pour un étudiant bénévole à accompagner, à raison de 10 heures par mois, un jeune pour l'aider à reprendre confiance en lui, éviter qu'il ne sombre dans la spi-

rale de l'échec et le guider tout au long de son parcours scolaire. L'objectif de l'AJEV est d'accompagner 500 enfants dès cette année scolaire. D'autres initiatives seront prises en parallèle car, pour notre plateforme associative, il n'y a pas d'égalité des chances sans une école qui remplit pleinement son rôle : celui de former – parfaitement et équitablement – les élèves, mais aussi les futurs citoyens et acteurs du développement du Gabon. Pour l'AJEV, égalité des chances doit donc rimer avec excellence. Le nivellement doit se faire par le haut.

L'école est l'affaire de tous. Au Gabon, elle a besoin d'un plan Marshall mais aussi d'un nouveau contrat social qui doit être conclu entre l'école, les pouvoirs publics et les acteurs de terrain sur la base d'un projet éducatif et citoyen. Localement, chaque problème scolaire est différente. Pour être efficace, la réponse éducative doit donc être différenciée selon les provinces, les arrondissements, les villages. En revanche, l'exigence doit être la même partout : permettre à tous les jeunes Gabonais d'accéder à la citoyenneté et à l'emploi.

En faisant de l'éducation une priorité absolue pour l'État et pour la société, en réaffirmant un haut niveau d'exigence académique, en donnant à tous les enfants une chance égale de réussite, nous garantirons un avenir digne et prospère non seulement à chacun, mais aussi à tous en tant que Nation. Un principe qui vaut au Gabon comme presque partout ailleurs en Afrique, où la problématique se pose avec une égale acuité.

*Citoyen engagé
Président de la plate forme associative AJEV

